



PHOTO: JOHN MAIER JR.

le développement social, soit quelque 19 milliards \$É.U. Deux jours après la transaction, et cela malgré sa promesse, Cardoso décide alors d'utiliser l'argent pour réduire la dette publique, «parce que c'est la façon la plus efficace et la plus rapide pour augmenter le niveau de croissance».

LE PELLETAGE

«Au Brésil le gouvernement fédéral démantèle peu à peu le réseau social de l'État et transfère aux municipalités la charge dans des secteurs comme la santé et l'habitation. Une charge que les municipalités ne peuvent pas supporter, car elles n'ont pas d'argent», affirme M. Alves da Silva.


Face aux coupures des lignes de crédit pour la construction de logements sociaux (HLM), aux changements dans la politique d'habitation et à l'inaction du ministère fédéral de Planification ainsi que des Compagnies pour le développement d'habitations urbaines (CDHU), les travailleurs sans toit ont pris eux-mêmes les choses en main.

Depuis deux ans, hommes et femmes s'organisent dans le but de se donner un logement décent et de changer les choses au Brésil. Regroupés dans des «multiraos», des coopératives ou des associations de locataires, les membres de ces organisations travaillent de façon conjointe pour construire leurs logements, leurs écoles, leurs centres communautaires, etc.

En suivant l'exemple du Mouvement des paysans sans terre, le MTST crée aussi des «asentamentos», des campements où vivent jusqu'à 70 000 personnes. Les membres discutent en assemblée de divers sujets comme l'organisation, les lois internes, l'éducation pour les enfants, les mesures de résistance et la construction des infrastructures nécessaires.

Isabel Grey, une jeune Québécoise qui a fait du bénévolat au campement «Parque Oziel» de la ville de Campinas l'année dernière, raconte son expérience: «J'ai commencé à organiser avec d'autres bénévoles une école pour les enfants du Parque Oziel. On donnait des cours aux enfants de deuxième, troisième et quatrième années, mais c'était très bric-à-brac. On a réussi à avoir du pain, du beurre et du lait, ainsi que des crayons pour dessiner. Comme le maire de Campinas avait promis une école pour les enfants du campement, on l'a beaucoup harcelé afin qu'il remplisse sa promesse. Finalement, le maire a envoyé quatre «containers» – servant de classes – et des professeurs payés par la mairie et les enfants ont pu aller à l'école tous les jours.»

D'après Isabel Grey, ce gain a permis aux leaders du campement de mieux se positionner pour négocier avec les propriétaires du terrain envahi. Les journaux brésiliens d'avril 1998 mentionnent qu'après l'arrivée de ces «écoles», les occupations du MTST ont gagné en reconnaissance et en bénéfices avec l'installation de l'électricité et de l'eau, la construction d'écoles, de garderies et de centres de santé et, dans certains cas extraordinaires, l'installation même du téléphone.

Selon M. Alves da Silva, l'unité entre la ville et la campagne est en train de faire avancer la lutte sociale au Brésil, les réformes agraire et urbaine ne pouvant qu'aller de pair. 

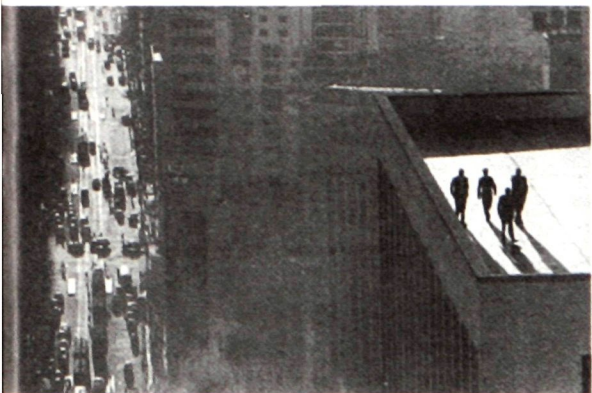


PHOTO: RENÉ BURRI